

Plan « Sobriété » du gouvernement : attention aux mesures d'austérité qui dégraderaient fortement les conditions d'études et de travail

L paraît désormais évident que le montant des factures de fluides ou d'énergie va devenir un véritable casse-tête pour l'ensemble des agents publics en charge de leur paiement ; et cela vaut autant pour les collègues des services, des universités ou bien des établissements scolaires.

S'il n'est pas contestable qu'il faut enfin réfléchir – collectivement – aux mesures que pourrait contenir un véritable plan ambitieux de transition écologique – pour tenir compte notamment des conséquences actuelles et à venir de la crise énergétique – notre organisation syndicale se doit aussi de veiller à ce que le concept de sobriété ne serve pas de cheval de Troie à de nouvelles mesures d'austérité gouvernementales.

En établissement scolaire, la discussion sur la date de remise en route du chauffage est un maronnier tant, tous les ans, les directions d'EPLE et les collectivités territoriales (CT) de rattachement échangent sur la question, parfois vivement. En fonction évidemment des températures enregistrées, les dates retenues sont plus ou moins pertinentes mais la pression qui pèse sur la CT fait que la remise en chauffe est rarement trop en décalage avec les situations de froid ressenti par les élèves et les personnels – a fortiori lorsque l'EPLE héberge un internat.

Dans la situation présente, après des années d'inaction climatique, le gouvernement parle de sobriété – et d'un plan qui en porte le nom – afin de faire diminuer la consommation d'énergie de 10 %.

Quelles conséquences pour la température dans nos établissements scolaires ? Pour la fourniture

d'eau chaude ? Quelles conséquences également pour nos budgets de l'augmentation importante du montant des factures d'énergie ?

Il serait vraiment très fort de café que ce plan « Sobriété » ait pour conséquence une dégradation majeure des conditions d'études et de travail dans les établissements scolaires. La lutte contre le gaspillage de l'énergie est un objectif que nous partageons mais elle ne peut pas avoir pour conséquence la mise en œuvre de nouvelles mesures d'austérité. Notre pays est suffisamment riche pour faire face à ses dépenses énergétiques prioritaires ! **Et chauffer les lieux d'études, EPLE, écoles, universités doit être une priorité**, quels que soient les moyens des collectivités locales en charge de la mission.

Si pour cela il faut mieux faire contribuer à la prise en charge de ce besoin social évident les (sur) profits des entreprises – à commencer par celles de l'énergie – **il faut le faire !**

Tout comme il faudra mettre en œuvre un large plan d'intervention pour rénover tous les bâtiments publics qui peuvent être « diagnostiqués » passoires thermiques.

Nos bâtiments publics dédiés à l'enseignement n'ont pas besoin de nouvelles mesures ou de pratiques d'austérité aujourd'hui ! Ils ont besoin d'être entretenus, ce qu'ils sont et rénovés – le cas échéant.

Et ils ont besoin d'être chauffés, aussi, pour y être bien. Pour y étudier et y travailler dans de bonnes conditions !

Philippe Lalouette

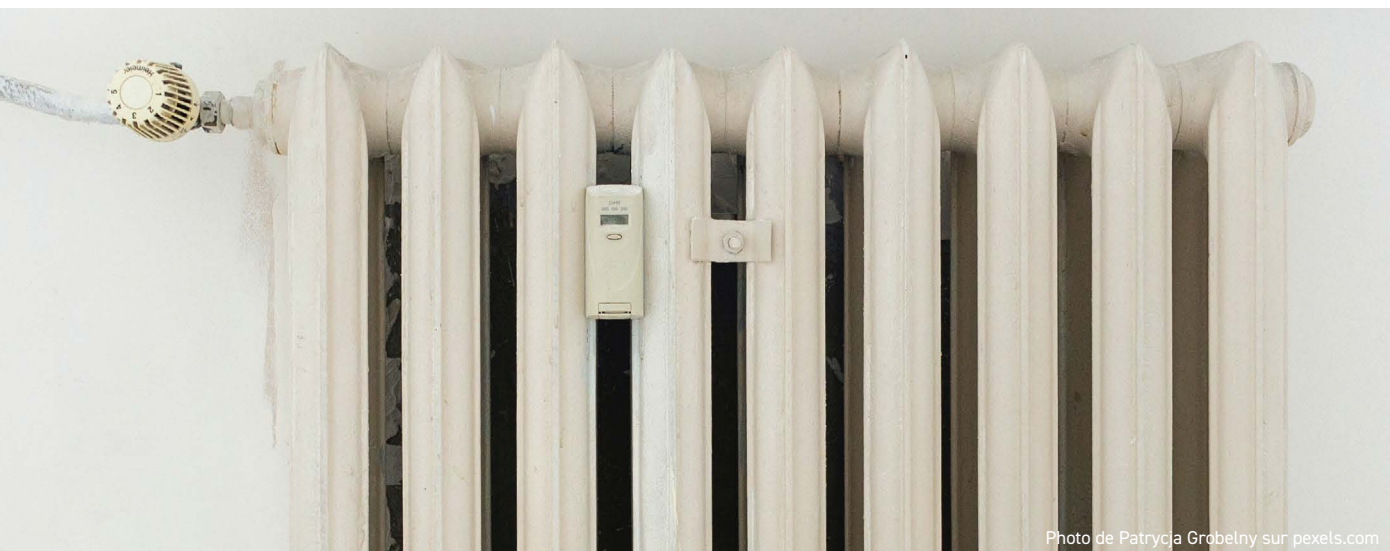


Photo de Patrycja Grobelny sur pexels.com